

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 100 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2740 - Prix : 1€

Éditorial

La concurrence capitaliste : un virus plus menaçant que le Covid !

Castex et le Covid : pendant la pandémie, les profits sont bien soignés

Page 3

Avec le capitalisme, même « chez soi », on n'est pas en sécurité !

Page 6

Journée de grève du 4 février, des centaines de salariés dans la rue

Page 8

PSA-Poissy : l'écho de la grève au Maroc

Page 10

Mayotte

État de catastrophe sociale

Page 12



La concurrence capitaliste : un virus plus menaçant que le Covid !

Le capitalisme, la concurrence, la propriété privée ont l'art de gâcher les plus belles découvertes, et c'est encore ce qui se passe aujourd'hui avec la vaccination.

Les scientifiques ont fait leur travail. En trouvant des vaccins efficaces, en dix mois, ils ont réalisé un exploit que beaucoup estimaient impossible. L'enjeu est maintenant de fabriquer vite et en masse pour sauver des vies et pour ne pas être rattrapé par des variants qui échapperaient aux vaccins.

Cela nécessiterait une mobilisation générale des industriels de la pharmacie, un partage de leurs connaissances, une mise en commun de leurs chaînes de fabrication et de leurs efforts pour en installer de nouvelles. Cela exigerait de mobiliser ouvriers, techniciens et ingénieurs, dont certains sont aujourd'hui condamnés au chômage.

Au lieu de cela, les labos se mènent une concurrence féroce et protègent jalousement leurs brevets. S'ils acceptent de sous-traiter une phase de leur production, c'est toujours en gardant le contrôle de leurs secrets de fabrication parce qu'il n'est pas question, pour eux, de partager la poule aux œufs d'or. Et tant pis si l'on perd un temps précieux !

D'immense espoir, la vaccination est devenue l'objet de toutes les tensions et de toutes les bassesses : labos qui encaissent l'argent mais ne fournissent pas ; mesquineries comme celle de Pfizer qui fait payer la sixième dose trouvée au fond des flacons ; surenchères autour des commandes qui les rendent inaccessibles aux pays pauvres. Du côté des États, c'est le déchaînement des égoïsmes nationaux, les chamailleries pour être servi en priorité et les stupides trompettes nationalistes.

L'organisation capitaliste de la société, avec la concurrence et la recherche du profit, est vantée pour son efficacité et sa capacité d'innovation. En fait, elle freine, dénature et gâche les immenses possibilités de la société. Avec le nucléaire et la bombe atomique, on a vu qu'elle est capable de retourner de formidables progrès contre l'humanité elle-même !

Une illustration du gâchis capitaliste est la condamnation au chômage de millions de femmes et d'hommes. Ce sont des bonnes volontés, des dévouements, des compétences que la société capitaliste gaspille pour des raisons de rentabilité, de concurrence et par rapacité.

Les défenseurs invétérés du capitalisme expliquent que l'appât du gain et la concurrence ont accéléré les découvertes de vaccins. Ils confondent tout. Les profits promis par la vaccination anti-covid ont donné à la recherche l'allure d'une ruée vers l'or, mais ce n'est pas ce qui a motivé les chercheurs à travailler nuit et jour !

Si les épidémiologistes, les biologistes ou les généticiens passent leur vie à étudier, sans garantie que leurs travaux aboutiront un jour, ce n'est certainement pas pour s'enrichir personnellement et encore moins pour grossir les fortunes d'une poignée de parasites. Et pour eux, la concurrence et le secret ne sont pas des avantages : ils freinent l'avancée des connaissances et entravent la réflexion collective.

Les dirigeants de la société, ses politiciens et ses intellectuels ne sont pas aveugles. Ils sont forcés de reconnaître qu'une telle pandémie impose d'unir toutes les forces disponibles à l'échelle mondiale. C'est pourquoi même les plus respectueux des intérêts de la bourgeoisie expriment la nécessité de faire tomber les brevets dans le domaine public ou de réquisitionner certaines chaînes de fabrication.

Poussé par l'urgence de la situation, Macron lui-même avait promis de « sortir les vaccins des lois du marché ». Il n'en est pas capable. Ni lui, ni aucun gouvernement futur, car les politiciens qui candidatent pour gérer le système sont trop liés et soumis aux intérêts du grand capital pour être capables de lui imposer quoi que ce soit.

Pour faire du vaccin un bien commun, il faudrait démolir le monopole des trusts pharmaceutiques. Il faudrait réquisitionner ces sociétés, mettre leurs moyens de recherche et de production en commun et les faire fonctionner avec l'objectif de répondre aux besoins de toute la population.

Appeler à la réquisition, la collectivisation et la planification sera une déclaration de guerre contre les capitalistes, car ils ne sont pas prêts à abandonner ne serait-ce que la moitié de leurs profits ou de leur pouvoir. Partout où il y a des actionnaires, ils en veulent pour leur argent, a fortiori quand ils ont misé sur le bon cheval.

Seuls les travailleurs, les exploités qui n'ont que leurs chaînes à perdre ont intérêt au fonctionnement collectif de la société. C'est utopique ? La pandémie montre que c'est, pour des millions de femmes et d'hommes, une question de vie ou de mort.

Castex et le Covid : pendant la pandémie, les profits sont bien soignés

Vendredi 29 janvier, le Premier ministre Castex a annoncé en France le maintien du couvre-feu à 18 heures, la fermeture d'environ 400 centres commerciaux « non-alimentaires » de plus de 20 000 m², et la fermeture des frontières.

Alors que les lieux de travail, les écoles et les transports en commun surchargés favorisent clairement la contamination, le souci du gouvernement n'est pas d'améliorer d'une façon ou d'une autre les conditions dans lesquelles se retrouvent les travailleurs. Les projecteurs sont ainsi tournés vers la population qui ne respecterait pas assez les règles, vers la question de savoir quel type de commerce fermer ou si les restaura-

teurs pourraient rouvrir.

Il n'est toujours pas question d'embaucher massivement dans les hôpitaux, les transports en commun et les écoles, ni d'appliquer davantage de contraintes aux grandes entreprises. La principale boussole du gouvernement n'est pas la santé de la population, mais sa volonté de préserver avant tout « l'économie », en fait les profits capitalistes.

Les mesures du gouvernement se traduisent toujours par des contraintes pour les travailleurs et les couches populaires. Des simples passants sont sanctionnés de 135 euros pour une attestation non conforme. Mais combien de sanctions ont été prises dans des entreprises ne respec-



tant pas les protocoles sanitaires ?

Autant sur le terrain sanitaire que sur celui de l'économie, le gouvernement ne cesse pas un instant de se comporter en ennemi des travailleurs.

Bareigts ou effet placebo

Ericka Bareigts, la maire de Saint-Denis, a écrit au premier ministre Jean Castex pour demander des moyens supplémentaires pour le CHU de La Réunion et l'hôpital de Mayotte pour lutter contre la Covid-19.

Soit. Mais Bareigts oublie de dire qu'elle-même, en tant que députée et ministre de l'Outremer sous le gouvernement de Hollande, a participé au chantier de démolition du service public hospitalier en France et singulièrement à La Réunion.

En effet, Hollande et son gouvernement ont supprimé 17500 lits en France durant leur mandat.

À La Réunion, pour résorber le déficit du CHU, le gouvernement avec la complicité de la direction de l'hôpital et de l'ARS, prévoyait de supprimer 250 postes et une soixantaine de lits à partir de 2017.

Mais mal leur en a pris. Grâce à la mobilisation du personnel, y compris des médecins, en février et mars 2017, le gouvernement a dû renoncer à son projet.

Macron, arrivé au pouvoir, a

continué la politique d'étranglement des hôpitaux à tel point qu'ils sont aujourd'hui asphyxiés et peinent à faire face à l'épidémie du coronavirus.

Tous les gouvernements qui se succèdent sont responsables de l'état critique dans lequel se trouvent le CHU de La Réunion et le CHM de

Mayotte.

Bareigts a beau faire mine de s'inquiéter, le gouvernement ne fera rien pour y remédier. Il préfère donner l'argent aux capitalistes, déjà riches à milliards.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 14 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 19 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 20 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 27 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

Vaccins : une pénurie qui sert les trusts pharmaceutiques

La polémique entre AstraZeneca et l'Union européenne a mis en évidence les retards de livraison des vaccins. Tout se passe comme si les grands trusts pharmaceutiques n'avaient pas anticipé les besoins énormes liés à la pandémie.

En réalité, ils les ont anticipés mais ont fait consciemment un choix commercial. Celui de produire en minimisant les investissements et en faisant des surprofits quitte à le faire en dessous des besoins.

Dès le printemps dernier, les trusts ont commencé à se partager ce futur marché avec la complicité des États des pays impérialistes. Ceux-ci ont passé commande par centaines de millions de doses de futurs hypothétiques vaccins, et ont aussi massivement subventionné à l'avance leur production. En juin, l'État français a donné 200 millions d'euros à Sanofi pour une nouvelle usine près de Lyon.

La presse a souvent dit que les pays riches avaient raflé à l'avance les doses de vaccin, ne laissant rien pour les pays pauvres. C'est vrai, mais ce n'était qu'un aspect du prob-

lème. En réalité, les grands trusts se sont surtout accaparé le marché des pays riches. Et les États n'ont cherché à aucun moment à mettre en concurrence les vaccins de ces trusts avec ceux d'autres pays comme la Russie ou la Chine.

Une fois ce marché acquis, les grands groupes pharmaceutiques se sont bien gardés d'investir dans de nouvelles usines ou de nouvelles lignes de production de vaccins.

En novembre, AstraZeneca se vantait d'être capable de fournir à partir de janvier 2021 trois milliards de doses par an. Derrière cette fanfaronnade, il y avait la construction d'une nouvelle usine en Inde. Mais cette annonce était en partie du bluff. Cette usine ne sortira de terre que dans trois ans. Et l'usine Sanofi évoquée plus haut ne sera, elle, mise en service qu'en 2025.

Aujourd'hui, la pénurie est si choquante que les États se sentent obligés de réagir. Mais leur soumission aux trusts est telle que la seule chose qu'ils réclament est de pouvoir prendre les doses de leur voisin : l'Union européenne a tapé du poing

sur la table pour obtenir d'AstraZeneca... les vaccins destinés au Royaume-Uni. Il faudrait obliger ces grands groupes à investir au plus vite leurs moyens financiers et industriels pour produire les doses de vaccins nécessaires. Ils en ont les moyens. Mais une force sociale capable de faire contrepoids aux décisions des trusts ne pourra venir que des travailleurs et de leur mobilisation, massive et consciente.



Masques imposés aux marmailles... et à la charge des parents !

Depuis le lundi 8 février, le port du masque est devenu obligatoire pour les élèves du primaire au même titre que ceux du secondaire.

Cette décision du préfet provoque des réactions contrastées. Ainsi, pour protester contre cette obligation, des parents, rassemblés dans un collectif « Parents 974 », ont manifesté devant la préfecture mercredi 10. D'autres parents préfèrent ne pas prendre de risque mais ne sont pas pour autant rassurés vu tous les manques à la sécurité sanitaire que l'on peut observer dans les établissements scolaires. En effet, rien de sérieux n'a été entrepris pour les mesures de distanciation, l'aération des classes, les classes surchargées, les toilettes insuffisantes et dégradées, etc. À cet égard, l'obligation du port du masque peut sembler à beaucoup

une tentative de dissimulation de la politique erratique des pouvoirs publics.

De plus, les familles vont devoir encore mettre la main à la poche comme cela a été le cas pour les enfants scolarisés aux collèges et aux lycées. Depuis le début de la pandémie Covid 19, l'État n'a pas cessé de venir en aide aux entreprises à coup de milliards de plan de relance mais il ne trouve pas de quoi fournir gratuitement les masques à tous !

Les parents ont raison d'être méfiants et même en colère. C'est un bon moteur pour commencer à contester tout ce système capitaliste qui ne fonctionne que sur la recherche du profit pour une minorité de parasites au détriment des besoins vitaux de l'ensemble de la société.

Parole de laquais

Le coût est non négligeable, surtout pour les familles qui ont plusieurs enfants.

Interrogé par la presse à ce propos, Serge Hoarau, le président de l'association des maires et maire de Petite-île, a déclaré que « la santé n'a pas de prix » et que les familles doivent accepter le fait que le masque est devenu un accessoire comme le cartable ou les vêtements...

Si pour ce petit notable, 10 euros le paquet de 50 masques est un détail, pour les familles qui vivent du RSA ou avec le Smic, c'est énorme !

Sanofi comme ça !

Sanofi, le plus gros groupe capitaliste français de la production de médicaments, a annoncé son intention de licencier 400 salariés, en particulier au sein de ses équipes de recherche.

En même temps le groupe a annoncé que son vaccin contre le Covid 19 n'était pas prêt.

On aurait pu penser que cet échec se traduirait par une dégringolade du montant de l'action Sanofi en bourse

et de ses profits. Eh bien, c'est l'inverse qui s'est produit. Les profits du groupe ont augmenté de 320 % et ce sont les actionnaires qui ont ramassé la mise puisqu'ils vont se partager la bagatelle de 4 milliards d'euros !

En effet la seule annonce d'une baisse de la masse salariale de Sanofi a suffi pour que les actionnaires confirment leur confiance sans limite à sa direction et dans sa capacité à dégager toujours plus de profits.

C'est cet engrenage infernal inhérent au système capitaliste qui est à l'origine de la montée du chômage et de la misère. Pour ne plus avoir à en subir les conséquences, les travailleurs n'auront d'autre choix que d'exproprier ces grands groupes capitalistes et de faire tourner toute l'économie sous leur contrôle pour produire ce dont ils ont vraiment besoin.

Emploi : hausse du chômage et... des grandes fortunes

Le ministère du Travail vient d'annoncer que le nombre de travailleurs inscrits à Pôle emploi a augmenté en 2020 de 7,5 % pour ceux qui n'ont aucune activité. Il y a six millions de chômeurs en France, y compris les DOM-TOM sauf Mayotte.

La responsabilité en est attribuée au Covid, aux confinements et à la baisse de l'activité économique. Mais c'est cacher la responsabilité du grand patronat, qui a profité de la crise sanitaire et économique pour détruire des emplois. C'est le cas par exemple de Michelin, Sanofi, Total, Danone, Renault, etc., qui ont annoncé des milliers de suppressions de postes alors que ces trusts ultra-riches accumulent des milliards de profits depuis des années, et pour

certaines particulièrement en 2019.

Certes l'activité économique a baissé en 2020, notamment dans l'aéronautique et le transport aérien. Mais les grands groupes de ces secteurs ont reçu des milliards d'aides de l'État comme c'est le cas d'Airbus, ADP, Air France et des constructeurs automobiles, alors qu'ils ont tous taillé dans leurs effectifs. Alors à quoi ont servi ces milliards, si ce n'est à maintenir les dividendes pour alimenter la fortune des gros actionnaires ?

Renvois d'intérimaires et de CDD, licenciements, suppressions d'emplois, fermetures d'usines, etc., tout cela a permis au patronat de faire produire les marchandises avec moins de travailleurs. D'ailleurs, d'après l'ONG Oxfam, la fortune

des 43 Français les plus riches a augmenté de 175 milliards d'euros en un an. Et la richesse du premier d'entre eux, Bernard Arnault, patron du groupe de luxe LVMH, est même passée de 108 milliards d'euros en janvier 2020 à 152 milliards en décembre !

À l'autre bout de l'échelle sociale, pour environ 350 000 travailleurs sans emploi, c'est l'angoisse d'arriver en fin de droits. Pour un tiers d'entre eux, ce sera le RSA, pour un autre tiers les 506 euros de l'allocation spécifique de solidarité (ASS). Quant aux autres, ils resteront sans la moindre ressource.

Tous les travailleurs doivent avoir le droit à un emploi correctement rémunéré !

Augmentez nos salaires !

Depuis le début d'année, un certain nombre de prix de produits de première nécessité se sont envolés : le timbre postal est ainsi passé de 1,16 € à 1,28 € (+10,34 %), le litre d'essence de 1,22 à 1,30 (+ 6,56 %), le gasoil de 0,92 à 0,99 € (+7,60 %) et la bouteille de gaz de 17,45 à 18,01 € (+3,21 %).

À cela s'ajoutent les augmentations fréquentes du prix des fruits et légumes, de la viande, du poisson frais dont le prix au kilo varie de 15 à 30 euros (soit entre 2 et 4 fois la rémunération de l'heure de travail au

SMIC).

À ce propos, il faut rappeler le mensonge proféré par le premier ministre expliquant que l'inflation étant restée très basse, cela justifiait qu'il limite l'augmentation du SMIC à 0,99 € au 1er janvier 2021 (soit 12 € de plus par mois!).

La vérité est tout autre. Mois après mois, les hausses de prix rognent le pouvoir d'achat des travailleurs, des retraités et des chômeurs.

La classe ouvrière doit remettre à l'ordre du jour lors de toutes ses mo-

bilisations la hausse générale des salaires et le SMIC net à 1800 € si elle veut limiter la casse !



La soupe populaire pour les étudiants pauvres ?



Macron a découvert la grande misère des étudiants des milieux populaires. Plus de petits boulots pour financer leurs études et payer leurs loyers, un seul repas par jour pour beaucoup, l'isolement pour les étudiants les plus pauvres, les origi-

naires des DOM-TOM, des pays étrangers pauvres.

À La Réunion, la grande majorité des étudiants ont déjà en temps ordinaire de grandes difficultés pour financer leurs études, payer leur loyer, car 80 % sont issus des classes populaires, de familles vivant souvent sous le seuil de pauvreté. La crise sanitaire n'a fait qu'amplifier le phénomène.

Pour pallier ce problème, le gouvernement a instauré le repas universitaire à un euro depuis le 25 janvier alors que des milliers d'étudiants galéraient depuis une dizaine de mois. 14 000 étudiants boursiers sur un to-

tal de 18 000 ont commencé à en bénéficier. Ils viennent d'étendre la mesure aux non boursiers.

On est de toute façon loin du compte, car si la grande majorité des étudiants sont confrontés à des problèmes financiers permanents, ce n'est pas à cause du Covid, mais parce que leurs parents ont des salaires insuffisants ou sont au chômage, mais aussi parce que la spéculation immobilière rend inaccessible le prix des locations de studios. Conclusion : tant que l'on ne mettra pas au pas patrons et propriétaires d'immeubles, souvent les mêmes, le problème restera en l'état !

Quelques sous pour nos pauvres...

L'épouse du président de la République, elle, a découvert la grande misère des hôpitaux et a décidé de s'attaquer au mal... en reprenant la gestion de la cagnotte des Pièces Jaunes de Madame Chirac.

Ce n'est pas avec ces collectes que nous verrons la fin de la pénurie d'in-

firmières, d'aide-soignants ou de médecins au CHU, tout au plus quelques fresques dessinées sur les murs des services de pédiatrie ou des urgences pédiatriques... avant qu'ils ne ferment pour cause de suppressions de postes !

Il y a un siècle, on appelait les

femmes de la bourgeoisie qui faisaient la charité aux pauvres les « dames-patronnesses ». En 2021, elles n'ont pas changé et c'est tout à fait révélateur du mépris de leur classe à l'égard de la classe travailleuse !

Avec le capitalisme, même « chez soi », on n'est pas en sécurité !

Samedi 6 février, un adolescent de 17 ans qui rendait visite à des amis habitant la résidence SIDR Terre Rouge à Saint-André chutait du 1er étage entraîné par le garde-corps sur lequel il s'appuyait. Il s'en sort avec une côte cassée et une sacrée frayeur.

L'immeuble en question présentait en fait de multiples malfaçons. La fixation du garde-corps n'avait pas été réalisée dans le respect des normes de sécurité élémentaires.

Ce n'est pas la première fois que de tels accidents se produisent dans les logements sociaux de La Réunion.

Pour ne parler que de la SIDR, il suffit de rappeler dans quel état se retrouvent aujourd'hui les immeubles qu'elle a construits à Flacourt Sainte-Marie il y a sept ans. Les fissures sont telles qu'on peut aisément y glis-

ser les mains à l'intérieur. Cette société a dû, pour éviter tout effondrement des immeubles, y installer des dizaines d'étais.

Autre société, la Semader, et même constat. Il a fallu des années de lutte, avec le soutien de la CNL, aux 136 locataires de la cité Herbert Spencer au Port pour obtenir leur relogement et la destruction de cette bâtisse dangereuse qui menaçait de s'effondrer.

On pourrait aussi rappeler l'état lamentable dans lequel le capitaliste Apavou a laissé se dégrader ses immeubles de la cité Pierre et Sable au Moufia avant de les revendre à CDC Habitat, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Quand il s'agit des familles de travailleurs et de familles pauvres, investisseurs publics et privés se permettent encore plus d'économiser

sur tout, y compris sur la sécurité des locataires, pour y réaliser le maximum de profits.



L'eau ne doit pas être une marchandise

Depuis la fin de la construction de la station d'épuration du Grand Prado à Sainte-Marie, les factures d'eau ont explosé. La part du coût du traitement des eaux usées est devenue plus élevée que la part constituée par le prix de l'eau lui-même. Dernièrement, de nombreux consommateurs sainte-mariens ont eu la mauvaise surprise de recevoir des factures de plusieurs centaines d'euros, multipliées par trois ou quatre, sans commune mesure avec leur consommation réelle, mais avec sommation de payer à telle date ou

de devoir payer en plus des frais d'huissier pour relance pour non-paiement.

Ces factures exorbitantes s'accompagnent en plus d'un manque d'entretien des réseaux. Celui-ci est tellement déficient que près de la moitié de l'eau prélevée dans la nature y retourne sans être passée par le robinet des abonnés pour cause de fuite sur les canalisations.

Au moindre coup de pluie, l'eau du robinet se retrouve être imbuvable, et quand la pluie ne tombe pas, c'est aux coupures d'alimenta-

tion qu'ont droit les habitants et cela parfois pendant plusieurs jours.

Alors que le prix de l'eau ne cesse d'augmenter et que les investissements sont quasi inexistantes, les compagnies fermières, normalement chargées de fournir de l'eau potable à la population, s'engraissent en fait sur son dos, avec la complicité des élus.

Le service de l'eau devrait être retiré aux capitalistes. Il devrait être géré par une seule compagnie publique ne faisant aucun profit.

Plan de relance... des profits

Sous prétexte de les aider à supporter la crise sanitaire, le gouvernement a mobilisé fin 2020 près de 5 milliards d'euros pour les entreprises de l'outremer.

Le « socle » de 1,5 milliard (243 millions pour La Réunion) est d'ores et déjà dépassé.

Ces milliards, comme toujours, sont allés essentiellement dans la poche des capitalistes notamment via

la baisse des impôts de production, les aides à l'export, le renforcement des fonds propres, l'aide à l'apprentissage, la prime à l'embauche, etc.

25 millions seulement ont « profité » aux classes populaires via la prime de rentrée scolaire.

Gouvernement et patronat nous ressassent à longueur d'année que c'est la crise pour justifier les privations qu'ils infligent aux travailleurs.

En revanche, le grand patronat continue de s'engraisser avec la manne de l'État.

L'argent public doit servir directement à la création d'emplois dans les services publics utiles à la population, à la construction et à l'amélioration des écoles, des hôpitaux...

Loi sur le séparatisme : pitoyable mise en scène

Depuis lundi 1er février, les députés débattent du « projet de loi confortant les principes républicains » soutenu par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Macron, comme tous ses prédécesseurs et une bonne partie de ses concurrents, fait commerce de la stigmatisation des immigrés en général, et des musulmans en particulier. Pour couper l'herbe raciste sous les pieds de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement veut montrer que, dans ce domaine, il agit. Macron avait donc promis à l'automne une loi contre le « séparatisme musulman ».

Après l'effet d'annonce et le discours à poigne, il restait à écrire un texte de loi et à le faire voter. Et c'est là que les difficultés commencent. Tout d'abord, alors que

la campagne politique vise les islamistes et, à mots couverts, les musulmans, le texte ne peut en parler, car on ne peut faire une loi relative à une partie de la population désignée par un critère religieux. Elle est donc formulée de façon générale, avec ce résultat inattendu que les évêques et diverses associations chrétiennes se sentent visés, entre autres par les limitations mises au droit de constituer des associations culturelles.

De nombreux alinéas ne font que répéter des mesures déjà existantes. Les seuls paragraphes dont on peut attendre des réalisations concrètes sont ceux qui donnent plus de pouvoir aux services de police, de renseignement et de contrôle. Il est peu probable que cela arrête de futurs assassins fanatiques, mais cela pourra toujours servir contre les contesta-

taires de toute nature.

Le gouvernement doit désormais faire voter sa pénible rédaction. Il aura ajouté sa propre touche à l'étalage d'idées réactionnaires, de préjugés xénophobes et anti-immigrés, et poussé à la division de la population.



Total : suppression des emplois, pas des dividendes

Mieux vaut être actionnaire qu'employé, chez Total comme ailleurs... Les dividendes 2020 seront versés, inchangés, malgré la perte de 7,2 milliards de dollars (environ 6 milliards d'euros) enregistrée sur l'année.

Les employés, eux, manifestaient à nouveau, le 9 février, contre la menace de suppression de 700 emplois, occasionnée par la reconversion de la raffinerie de Grandpuits, en Seine-et-Marne.

Tout s'exprime en dollars dans le monde de l'or noir. C'est donc en dollars que, devant des traders à l'affût, le PDG de Total a justifié la perte de 2020. Spectaculaire, comparée au bénéfice de l'année précédente, 11,2 milliards de dollars, elle s'expliquerait en premier lieu par le poids de la crise du Covid sur le cours du brut, tombé à 20 dollars le baril il y a moins d'un an, contre 55 à nouveau début février. Ensuite, Total a choisi de déprécier pour quelque 10

milliards de dollars d'actifs, en l'occurrence ses gisements de sables bitumineux du Canada, peu rentables désormais en raison de la baisse du prix du brut.

La Major française va donc pouvoir payer encore moins d'impôts, annonçant un résultat annuel en baisse des deux tiers, mais tout de même d'un montant de 4,1 milliards de dollars (3,35 milliards d'euros). La Bourse ne s'y est pas trompée : elle a immédiatement placé Total, ce jour-là, en tête du CAC40. Pouyanné promet même d'investir 12 milliards de dollars, sous couvert de verdissement de la production, dans l'éolien en mer au large des côtes britanniques de l'East Anglia et dans le solaire en Inde. Son idée est d'ailleurs de dépoussiérer le nom du groupe, qui devrait devenir TotalEnergies, au pluriel, pour insister sur l'existence d'une composante renouvelable dans sa nouvelle stratégie.

Cette stratégie reste en fait im-

muable en matière de « gestion des coûts », comme disent les capitalistes, et notamment en termes de suppressions d'emplois. C'est justement ce que refusent, depuis début janvier, les travailleurs de la raffinerie de Grandpuits.



Journée de grève du 4 février, des centaines de salariés dans la rue



Le 4 février, nous nous sommes retrouvés à plusieurs centaines de travailleuses et de travailleurs en grève dans les rues de Saint-Denis. Il y avait là des salariés du Commerce, de la Fonction publique territoriale, de l'Éducation nationale, les infirmières scolaires mises dans l'incapacité de répondre aux besoins des élèves pour cause de suppressions de postes, des travailleurs venus à titre individuel,

et aussi un fort cortège du secteur d'aides à la personne, en majorité des travailleuses.

Ces dernières, se sont rassemblées à deux cents devant les grilles du Conseil départemental pour exiger le paiement intégral de la prime Macron, le salaire minimum à 1800 euros net, l'indemnisation de leurs frais de transports et bien d'autres revendications.

Pour certaines d'entre elles, c'était leur première grève, l'occasion enfin de relever la tête après des années d'exploitation, de salaires plafonnés à moins de 1000 € net par mois. En se mettant en grève ces hommes et ces femmes dont le travail est indispensable à la société et surtout à sa fraction la plus fragile (les personnes âgées, dépendantes, handicapées) ont donné un avertissement à leurs exploiters, directs et indirects, leurs patrons, mais aussi les financeurs du Conseil départemental et de l'État. Cet avertissement dit que le combat ne s'arrêtera pas à une journée de grève, mais va continuer jusqu'à satisfaction de leurs justes et vitales revendications.

Oui, il est temps de reprendre tous le chemin de la lutte, car nos exploiters ne connaissent qu'un seul langage, le rapport de forces !

Passer des grèves dispersées à la grève générale

Plusieurs grèves ont éclaté ces derniers jours chez les dockers à la Sermat, dans le BTP et dans une association de lutte contre les addictions, La Kaz oté. Maltraitance des salariés, remise en cause des accords passés lors de la signature de fins de conflits, diminution des rémunérations, l'origine de ces arrêts de travail est à chercher dans la décision du patronat d'exercer toujours plus de pressions sur les salariés pour les faire suer plus de profit.

Ces constats peuvent être faits dans de nombreuses autres entreprises. Alors il est à souhaiter que ces ripostes dispersées des travailleurs se multiplient, se généralisent pour ne faire qu'un grand courant de contestation du pouvoir patronal. Les travailleurs font la démonstration qu'ils

sont en capacité de défendre leur droit à des conditions de vie et de travail décentes. Il reste à ne pas rester cantonnés à des entreprises particulières, mais à faire entrer dans un combat collectif toutes les entreprises

et tous les corps de métier.

Patrons et gouvernement nous mènent la guerre de façon concertée. Concertons-nous pour organiser la riposte, tous ensemble !



DANS LES ENTREPRISES

CIRCET...

45 ouvriers menacés de licenciement

À La Réunion depuis janvier 2013, Circet emploie 79 salariés. Sa direction a décidé de licencier 45 ouvriers, soit 57 % de l'effectif au prétexte qu'il n'y a plus assez de chantiers. Elle veut mettre en place un bien mal nommé Plan Social d'Entreprise (PSE) pour se séparer au moindre coût de ces travailleurs. Aux volontaires au départ, elle ne propose que 3 mois de salaire brut, alors qu'ils en demandent 10. Quant à ceux qui seront licenciés, elle ne propose

qu'un mois de salaire brut alors que les élus du personnel en revendiquent 8 !

Face à ce coup de force de leur direction et au refus de négocier, les ouvriers et techniciens de Circet Réunion se sont mis en grève à l'appel de la CGTR à partir du 1er février et ont installé un piquet de grève devant l'entreprise.

Ces licenciements ne visent qu'à assurer les dividendes des actionnaires de l'entreprise au détriment des

emplois et des salaires. Les grévistes de Circet n'ont pas à faire les frais de la politique de sous-traitance d'Orange, SFR et autres Zeop. Ils ont tout à fait raison de refuser d'être jetés à la rue alors qu'ils ont contribué par leur travail à accumuler du capital que ce sont indûment attribués les actionnaires et dirigeants du groupe. Que les profits servent à préserver les emplois !

... un groupe riche à millions

Le groupe Circet est le premier fournisseur de services d'infrastructures télécoms en Europe, présent en France, en Allemagne, en Irlande et au Royaume-Uni, en Espagne et au Maroc.

Il emploie 6300 salariés. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros en 2019 et un bénéfice de 83,4 M € en 2018, en constante aug-

mentation. Ses affaires sont tellement florissantes qu'il ne se passe pas une année sans qu'il rachète une entreprise en France ou à l'étranger.

Les dernières acquisitions en date sont Tombers en décembre 2019, Eitel en avril 2020 et les trois nouvelles acquisitions, Cableway, SNG et K&R Eilers en novembre 2020 qui ont rejoint Circet Deutschland en Al-

lemagne.

En République d'Irlande et au Royaume-Uni, KN Circet, filiale du groupe Circet a annoncé le 6 juillet la clôture de son acquisition d'ARCC Communications Ltd (ARCC). Il dispose donc de suffisamment d'argent pour maintenir les emplois et les salaires dans sa filiale réunionnaise !

L'écho de la grève au Maroc



Au fond, ceux de Kenitra montrent la voie, et leur grève est aussi celle de tous les travailleurs de PSA. Car même si les salaires au Maroc sont encore bien plus misérables, c'est bien la question du salaire qui est essentielle, quel que soit le pays. Par-delà les frontières, tous les travailleurs de PSA ont des intérêts communs à défendre face aux actionnaires de ce qui devient le quatrième groupe mondial de l'automobile.

En obligeant, depuis des décennies, les prolétaires à traverser la Méditerranée pour tenter d'avoir une vie meilleure, les capitalistes ont, bien malgré eux, créé des liens entre les travailleurs du Maghreb et d'Europe. Et en créant des usines dans les pays qu'ils appellent « à bas coût », ils renforcent aussi une classe ouvrière qui se met à lutter : leur politique se retourne contre eux, et c'est tant mieux !

La direction de PSA croyait pouvoir exploiter sans vergogne les ouvriers au Maroc. Elle est tombée sur des travailleurs décidés à ne pas se laisser faire et à exiger de pouvoir vivre dignement de leur travail. Vive la grève de PSA Kenitra !

À peine connue, la nouvelle de la grève commencée à l'usine PSA de Kenitra, au Maroc, s'est diffusée comme une traînée de poudre à l'usine PSA de Poissy, en région parisienne, par l'intermédiaire des travailleurs ayant des liens avec ceux du Maroc.

Cette grève a éveillé un sentiment de fierté chez les ouvriers maghrébins de PSA en France, et déclenché des discussions nombreuses. Les ou-

vriers étaient choqués du salaire de misère.

Les liens issus de l'immigration, ainsi que l'outil des réseaux sociaux, ont permis de faire circuler quasiment instantanément vidéos, photos, images de la liste de revendications. Des militants ouvriers de PSA en France ont enregistré des messages de soutien, que des travailleurs marocains ont traduits et relayés au Maroc.

DANS LE MONDE

GRÈCE

La population saignée deux fois

En France, la bourgeoisie est incapable de produire la vaccin contre la pandémie actuelle, mais elle sait organiser la production et la vente d'armes.

Après avoir vendu des dizaines d'avions de combat Rafale à l'armée française (171 à cent millions d'euros pièce!), à l'Inde, à l'Egypte, au Qatar et à la Suisse, l'avionneur français Dassault vient de décrocher un nou-

veau contrat de 12 de ces avions avec la Grèce, au prétexte de pouvoir se défendre contre une éventuelle agression de la Turquie !

La Grèce à qui la France et l'Allemagne ont imposé une politique d'austérité terrible qui s'est traduite par des dizaines de milliers de licenciements dans les services publics et des retraites divisées en deux. La Grèce à qui la banque européenne,

contrôlée par les mêmes, s'est vu imposer un endettement colossal et le paiement de forts intérêts qui la prive ainsi des finances nécessaires pour répondre aux besoins vitaux de sa population fragilisée.

Voilà comment la finance étrangle les peuples avec la complicité active des gouvernements, y compris en Europe.

BIRMANIE

Les militaires de retour

Le 1er février, l'armée birmane a repris le pouvoir, instauré l'état d'urgence et fait arrêter Aung San Suu Kyi, principale dirigeante du gouvernement, ainsi que le président et de nombreux élus.

Aung San Suu Kyi, fille d'un héros national, était revenue de son exil et avait créé un parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), pour s'opposer à la junte militaire. Cela lui avait valu d'être arrêtée et assignée à résidence pendant quinze ans, mais aussi une grande popularité. En prenant la tête du gouvernement à partir de 2016, elle accepta de partager le pouvoir avec les militaires.

Dès l'année suivante, en 2017, l'image d'icône de la démocratie de la dirigeante birmane dans l'opinion publique internationale commença à se ternir, quand elle refusa de critiquer la véritable épuration ethnique

menée par l'armée à l'encontre de la minorité musulmane des Rohingya. Elle alla même jusqu'à nier la réalité des massacres et à qualifier de traîtres ceux qui les dénonçaient.

Aung San Suu Kyi espérait certainement qu'une telle attitude lui permettrait d'être acceptée par les militaires. Ceux-ci viennent donc d'en décider autrement. Le coup d'État est intervenu quelques heures à peine avant la réunion du nouveau Parlement, sorti des élections législatives de novembre 2020. Avec plus de 80 % des voix, la LND se retrouvait en position de remettre en cause le statu quo institutionnel. Les généraux n'ont manifestement pas voulu prendre ce risque.

En fait, si la façade du régime a un temps été repeinte aux couleurs d'un pouvoir civil, l'armée continuait d'exercer la réalité du pouvoir à tous

les niveaux de l'appareil d'État. Elle accaparait aussi une partie importante de l'activité économique au travers des nombreuses entreprises sous son contrôle. En défendant leur rôle prédominant à la tête de l'État, les généraux entendent aussi se réserver le droit de continuer à piller et à détourner les richesses du pays au détriment de la population.

L'Union européenne et le département d'État américain ont condamné le coup d'État militaire. Mais les dirigeants des grandes puissances n'ont nullement l'intention d'empêcher des entreprises comme le français Total et l'américain Chevron de continuer de traiter avec les dirigeants birmans pour obtenir des contrats de forage, construire et exploiter des gazoducs... À l'ombre du pouvoir militaire, avec ou sans façade civile, les affaires continuent.

AUSTRALIE

Une fête nationale sous le signe de la contestation



Chaque 26 janvier, la fête nationale, ou Jour de l'Australie, donne lieu à une série de manifestations pour dénoncer ce que nombre d'Australiens considèrent comme une véritable insulte et une provocation.

Beaucoup de très jeunes notamment refusent d'être assimilés à la politique de l'« Australie blanche » qui a longtemps prévalu. Ils sont choqués par la façon dont les gouvernements successifs ont traité les peuples premiers, mais aussi aujourd'hui les migrants qui cherchent

à trouver un refuge en Australie et sont systématiquement refoulés ou parqués dans des camps d'internement.

Le 26 janvier correspond à l'arrivée des premiers colons britanniques, essentiellement des condamnés de droit commun, près de l'actuelle Sydney, en 1788. Pour les populations natives de l'île, les Aborigènes l'ayant peuplée il y a plus de cinquante mille ans, elle reste synonyme d'expropriations, de massacres et des injustices dont elles ont été victimes

durant toute une période historique.

Aujourd'hui encore, les communautés aborigènes comptent parmi les fractions les plus pauvres de la population. Elles connaissent un accès plus difficile à l'éducation, à des logements décents et subissent un chômage trois fois plus élevé. Bien qu'ils ne représentent plus que 2,5 % de la population de l'Australie, les Aborigènes constituent 28 % des personnes incarcérées. Les injustices frappent en premier lieu les jeunes dont la majorité pénale est fixée à 10 ans.

Une partie des organisations de gauche et des associations réclament qu'une autre date soit choisie pour ce Jour de l'Australie. Mais changer de date ne changera rien au sort des plus pauvres ni à la politique de l'État fédéral. La question n'est pas celle de refonder une fausse unité nationale mais de faire valoir les intérêts des exploités.

État de catastrophe sociale

À Mayotte, entre le 22 et le 24 janvier, trois Comoriens, dont deux adolescents de 14 et 15 ans, ont été assassinés à l'arme blanche sur Petite-Terre, dans le quartier de la Viegie.

Face à l'insécurité croissante qui règne dans l'archipel, nombre de politiciens et de démagogues essayent de tourner la population contre les immigrés comoriens, réclamant plus de patrouilles en mer, plus d'expulsions.

En réalité, l'insécurité croissante dont Mayotte souffre est d'abord le résultat d'infrastructures et de moyens insuffisants. Dans ce petit territoire comptant 400 000 personnes avec les travailleurs sans papiers comoriens, un tiers des logements n'ont pas accès à l'eau potable, les deux tiers sont des taudis surpeuplés et 84 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

La crise sanitaire et la crise éco-

nomique ont aggravé la situation. Les restrictions d'eau, les difficultés d'approvisionnement, l'insécurité alimentaire ont entraîné une recrudescence des braquages et des agressions. Dans le même temps, les appels à expulser les Comoriens en situation irrégulière et à raser les bidonvilles se sont multipliés. Des « collectifs citoyens » ont multiplié les incidents et les appels à la vengeance.

Face à cette catastrophe, la réaction de l'État, en la personne du ministre de l'Outre-mer, Lecornu, a été d'entonner les mêmes trompettes xénophobes, en pointant du doigt les Comoriens et en organisant la chasse aux immigrés clandestins. Il s'est félicité du rythme soutenu des expulsions et a promis de multiplier encore les patrouilles en mer, sous-traitées à des entreprises privées. Depuis vingt ans, des milliers de migrants comoriens sont morts en mer sur des em-

barcations de fortune pour éviter ces patrouilles.

Mais, pour toute une partie de la population, c'est surtout le sentiment d'abandon qui règne, un sentiment renforcé par le traitement de l'épidémie. Ainsi, alors que le variant sud-africain a largement gagné le territoire et commence à saturer les quelques dizaines de lits disponibles, seulement 975 doses de vaccin y avaient été acheminées le 25 janvier. Pour les autorités françaises, Mayotte est d'abord une base avancée dans l'océan Indien, dont la population est quantité négligeable.

FB



Lutte ouvrière

des idées pour comprendre le monde

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282